

Le Liban

2023

Economie, perspectives et ébauche de solution

Des bilans lourds depuis 2019

Milliards (P)	2018	2019	2020	2021	2022	2023
PIB (P)	\$55.0	\$52.5	\$33.4	\$20.5	\$19.2	\$17.8
Inflation (P)	6%	3%	86%	224%	171%	209%

(Source : Bank Audi Research Department).

La monnaie nationale a subi une dévaluation de 98% depuis 2018.

Près de 55% de la population vit désormais sous le seuil de pauvreté avec moins de \$3.84 par jour (selon le rapport publié par l'ONU en 2021), un taux estimé à 60% en 2023.



Le Liban subit depuis quatre ans la pire crise financière de son histoire. Le pays a été assailli par des crises complexes qui se chevauchent. Le déclin socio-économique continue de s'aggraver. Les réformes requises pour un accord avec le FMI, se font encore attendre. Le modèle de développement économique est en faillite. Les aides étrangères et les envois de fonds des expatriés maintiennent l'économie en vie mais dans la section des soins palliatifs. Les faiblesses du système émanent de facteurs politiques et économiques telles que :

- la corruption bien ancrée dans le secteur public

- les ingérences politiques dans le système judiciaire
- les faiblesses institutionnelles basées plus sur un partage des ressources entre les politiciens plutôt que sur le développement économique et social.

L'explosion du Port de Beyrouth en août 2020, a soufflé le quart de la capitale et plus exactement une grande partie des quartiers chrétiens de la capitale. Cela a entraîné le déplacement de 300.000 familles chrétiennes de la zone urbaine aux zones rurales. Ceci a exacerbé la crise et causé dans son sillage la fuite de la jeunesse Libanaise et même des familles entières cette fois, vers l'Europe, les Etats-Unis, le Canada et l'Amérique Latine... La communauté chrétienne représentait déjà en 2019 35% de la population du Liban, un ratio qui a sûrement diminué suite à ces fâcheux événements. Les musulmans (sunnites et chiites), quant à eux, représentaient 60% de la population en 2019. Il n'y a pas eu de recensement depuis 2019.

Au niveau de l'économie, les rentrées de capitaux se sont brusquement arrêtées depuis 2019, démotivées par un secteur bancaire en perte de crédibilité. Ces rentrées de capitaux représentaient le principal moteur de l'économie les années précédentes. Du côté du secteur financier, le capital des banques s'est érodé tandis que les réserves en devises de la Banque Centrale étaient tombées en décembre 2022 à \$10 milliards, un niveau alarmant qui a continué à dégringoler en 2023.

Le secteur bancaire s'est atrophié, il ne constitue plus le moteur de l'économie. Les banques de la place ont succombé à la tentation de placer l'argent auprès du secteur public attirées par des taux d'intérêt élevés. Le secteur public et plus exactement la Banque du Liban, a tenté de perdurer la politique de « Ponzi » qui a fini par éclater au grand jour entraînant une grave crise de liquidité depuis 2019. Des restrictions bancaires ont alors été imposées sur l'ensemble des déposants sans qu'aucun contrôle de capitaux ne soit mis en place. Ceci a forcément représenté une injustice pour la plupart des déposants qui forment une grande partie de la population du Liban victime du favoritisme des banques seulement soucieuses de préserver l'intérêt exclusif de leurs actionnaires et des politiciens. Ainsi, la grande partie des déposants ont vu leurs retraits en devises plafonnés avec des décotes importantes sur leurs retraits en dollars allant jusqu'à 80%. Les déposants Libanais ont ainsi essuyé les pertes du secteur bancaire estimées à plus de \$72 milliards. Du jour au lendemain, pour illustrer cette infortune, le déposant Libanais qui avait \$1 million de dépôts dans une banque commerciale, se retrouvait avec une limite de retraits de l'ordre de \$700 par mois sans autre forme de procès.

Plus de 50% des sociétés ont déposé leurs bilans et ont licencié leur personnel. Avec la dévaluation de 98% de la monnaie locale, les salaires ont perdu tout pouvoir d'achat et leur redressement reste aujourd'hui faible. Le salaire mensuel minimum a diminué jusqu'à 25 dollars en 2021 et après tous les réajustements survenus, il se situe aujourd'hui au niveau des 101 dollars. 35% des Libanais sont aujourd'hui au chômage et la plupart des jeunes cherchent des débouchés à l'étranger.

Sur le plan démographique, les recensements en 2022 ont fait état de 2 millions de réfugiés syriens qui pèsent encore de tout leur poids sur l'économie libanaise, dont plus de 1 million sont arrivés en pleine crise économique, la situation en Syrie étant pire sur le plan économique et sécuritaire. Ceci a représenté un bouleversement démographique, économique et social pour le Liban qui ne compte pas plus de LBP 6 millions d'habitants. Le marché de l'emploi a été pulvérisé ; le non verrouillage des points de passage clandestins perdure entre la Syrie et le Liban. De nombreux ouvriers Syriens se sont lancés dans des activités commerciales souvent clandestines avec une évasion fiscale conséquente. Sans oublier le taux de criminalité qui a aussi augmenté. Les Nations Unies ont aussi mis de l'huile sur le feu en apportant une aide financière humanitaire estimée à \$1.2 milliard aux réfugiés Syriens par le biais des ONG présentes au Liban, ce qui encouragé les réfugiés Syriens à rester et à accepter des salaires relativement bas, causant par le fait même une concurrence déloyale aux salariés et aux commerçants Libanais déjà gravement touchés par la crise économique.

Sur le plan régional, la guerre en Palestine occupée déclenchée le 7 octobre 2023, a rendu la situation au Liban encore plus volatile et imprévisible sur le plan sécuritaire et économique. La plupart des ambassades conseillent à leurs ressortissants de quitter le Liban dans les plus brefs délais. Les affrontements sur la frontière entre Israël et le Liban font l'objet de tirs quotidiens de roquettes et de missiles ainsi que des frappes aériennes. Tout déclenchement des hostilités dans l'ambiance de crise économique et sociale pèsera lourd dans un pays devenu fragile et malade. Depuis le début du conflit, l'industrie touristique, seule bouée de sauvetage encore disponible, a vu baisser de 30% le nombre de passagers à l'aéroport International de Beyrouth, une grande partie des réservations dans tous les hôtels de la capitale ont été annulés, l'activité dans les restaurants a baissé de 70% la semaine et de 40% le week-ends, selon le Président du Syndicat des propriétaires de restaurants. Le déclenchement d'une guerre avec Israël risque de réduire à néant le dernier mur de l'économie libanaise qui n'a plus la capacité de résister.

Dans ce climat apocalyptique, la résilience de la population chrétienne est durement éprouvée. La jeunesse chrétienne ne voit plus de lumière au bout du tunnel. En effet, l'exode de la jeunesse chrétienne représente une crise existentielle pour le Liban. Et pourtant...

Pour apporter une aide concrète à la jeunesse Libanaise, et pour aider les jeunes à s'organiser dans leur pays, il devient urgent d'organiser un réseau d'aide aux jeunes en leur apportant un soutien sur le plan financier comme sur le plan moral. L'église maronite au Liban et le clergé toutes confessions confondues, sont propriétaires d'actifs immobiliers inexploités dans toutes les régions du pays. Ces actifs immobilisés gagneraient à être loués à des tarifs étudiés à une jeunesse en mal de débouchés. Des professionnels dans le monde de la création d'entreprises, des start-ups et des scale-ups devraient aider les jeunes couples Libanais à organiser leur activité en étudiant leurs besoins d'investissement dans les différents secteurs de l'économie. L'absence de financement bancaire depuis 2019, l'appauvrissement de la population enlisée dans des mouvements démographiques régionaux sont des facteurs dangereux mettant en péril la pérennité du Liban.

Aider le Liban aujourd'hui c'est aider les jeunes à voir le bout du tunnel dans leur pays. Dans l'attente de la signature d'un accord avec le FMI qui rendrait au secteur bancaire sa place dans le financement de l'économie, il est tout à fait impératif de suppléer aux besoins de la jeunesse en mal de débouchés. Aider les jeunes à financer leur start-up, à installer des panneaux solaires pour générer l'électricité et pallier l'augmentation du prix du « fuel », etc... Aider les jeunes aujourd'hui c'est leur apporter des solutions concrètes de « business » pour aller de l'avant, c'est là le principal défi. Avec des professionnels dans le monde de la finance, du juridique, du digital et du marketing, des plans de financements pourraient être mis en place.

Des stratégies commerciales pourraient voir le jour, des débouchés pour la jeunesse dans leur pays aideraient certainement à investir localement et à rester au Liban. La diaspora Libanaise estimée à 15 millions de personnes, les ONG soucieuses d'aider les chrétiens du Liban, le Patriarcat et le clergé chrétien en général, la banque du Vatican..., sont autant d'acteurs nécessaires aujourd'hui à la survie de la communauté chrétienne qui représente le grand pilier d'un Liban en naufrage. La jeunesse libanaise représente certainement le ciment d'une cohésion sociale pluriconfessionnelle. Tous les appels d'aide jusqu'ici restent en marge des vrais besoins et des vrais défis de la jeunesse Libanaise.

Travaillons ensemble avant que ça ne soit trop tard...

Mr Marc Khoury Hélou
Directeur du Foyer de Ghodras